

# Des municipales inédites et sans ferveur en Tunisie

## Les régions sinistrées sont résignées avant le vote de dimanche

MÉTLAOUÏ (TUNISIE) · envoyé spécial

**I**l n'y a pas beaucoup de fièvre autour de l'ancien « quartier européen » de Mélaoui, dans l'ouest de la Tunisie. Un village dans la ville, enclave de maisons aux toits de tuile rosâtre d'où émerge une église désaffectée. On l'appelait le « Petit Paris » à l'époque de l'âge d'or du phosphate, mis en exploitation par les Français à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le quartier est bordé d'un convoyeur, long boyau de tôle qui serpente au-dessus de la cité fanée par les poussières acides, l'un des quatre centres d'extraction du bassin minier de Gafsa. Autour s'étend la vaste steppe caillouteuse qui annonce, plus au sud, le Sahara tunisien.

On quête une ferveur électorale, des panneaux d'affichage, des processions politiques. Mais il n'y a qu'une torpeur vaguement résignée. Dimanche 6 mai, les Tunisiens sont invités à voter pour des élections municipales pourtant historiques. Depuis la révolution de 2011, qui a mis à bas le régime autocratique de Ben Ali, la transition démocratique va enfin pou-

Dinari, une architecte que le parti islamiste Ennahda a choisie comme tête de liste.

### « Il faut secouer nos dirigeants »

L'enjeu de proximité – élire 350 conseils municipaux – confère au scrutin un relief particulier. Après la dissolution, en 2011, des anciens conseils municipaux élus sous Ben Ali, le pouvoir local incombait à des « délégations spéciales », composées de citoyens non élus et dirigées par un sous-préfet (le « délégué »). Ce déficit démocratique devrait en principe être comblé par le scrutin du 6 mai. L'inquiétude sourd néanmoins : la participation sera-t-elle au rendez-vous, alors que les difficultés économiques et sociales – chômage à 15 %, inflation à 7 % – brouillent la perception que les Tunisiens ont de leur démocratie tant louée à l'étranger ?

La quarantaine énergique, Mohamed Dinari, tête de la liste indépendante Mélaoui notre avenir, veut démentir le scepticisme ambiant. « *Il faut secouer nos dirigeants* », clame-t-il alors qu'il pose pour une photo de groupe, flanqué de ses colistiers. A ses yeux, « *secouer* » le pouvoir de Tunis, c'est adresser un avertissement aux partis Nidaa Tounès (qualifié de « moderniste ») et Ennahda (islamiste), alliés au sein d'une coalition gouvernementale depuis 2015.

L'alternative tarde pourtant à se dessiner. Selon toute vraisemblance, les deux partis, qui courent séparément, devraient se partager l'essentiel des municipalités. Ennahda – dont la rhétorique officielle s'est éloignée de son islamisme originel – dispose d'un enracinement à travers le pays et d'une machine militante sans équivalent. Quant à Nidaa Tounès, le parti du chef de l'Etat, Béji Caïd Essebsi, il a récupéré les réseaux de notables issus du Rassemblement constitutionnel démocratique, l'ex-parti-Etat de Ben Ali dissous en 2011. « *Ils ont de l'expérience*, souffle Mohamed Dinari, *ils sa-*

*vent faire de la politique.* »

A Mélaoui, une préoccupation domine : l'avenir de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), l'entreprise hégémonique dans toute la région. Villages ouvriers, écoles, santé, salaires élevés, loisirs : la CPG, nationalisée en 1962 après l'indépendance, a longtemps dispensé un paternalisme social aujourd'hui en crise. « *La population conserve une profonde nostalgie pour l'âge d'or de la CPG* », soupire Façal Ahmidi, un cadre à la retraite.

### Les partis Ennahda et Nidaa Tounès devraient se partager l'essentiel des municipalités

A Mélaoui, comme ailleurs dans le bassin minier, les jeunes chômeurs s'agitent régulièrement pour décrocher un emploi au sein de la CPG ou de ses entreprises satellites, dont les effectifs ont bondi, depuis la révolution, de 9 000 à près de 30 000 salariés. Ces protestations récurrentes se nourrissent d'un sentiment victimaire, celui d'une population s'estimant spoliée par les élites de Tunis et du Sahel (le littoral de Hammamet à Mahdia). « *Les gros poissons nous volent notre ressource* », grince Mohamed Housan Chebeb, porte-parole de la liste d'Harak Tounès Al-Irada, le parti de l'ancien président Moncef Marzouki (2011-2014).

Mais, au-delà de cette cause commune, Mélaoui est traversée de lignes de fracture, les plus importantes étant de nature tribale. Sur les dix listes en lice à Mélaoui, trois émanent de partis politiques (Nidaa Tounès, Ennahda et Harak Tounès Al-Irada) et les sept autres sont « indépendantes ». Parmi ces dernières, les affiliations tribales sont assez marquées. Trois grandes tribus dominent à Mélaoui :

les Awled Bouyahya, les Awled Jre-diya et les Awled Slama.

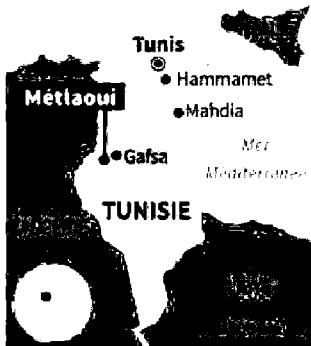
### Une coloration tribale

Chaque communauté vit dans son propre faubourg. Dans ses recrutements, la CPG a toujours pratiqué une politique non dite de quotas tribaux afin de préserver la paix sociale. Dans la foulée de la révolution de 2011, de violents heurts avaient pourtant opposé les Awled Bouyahya, « autochtones » qui tiennent à une forme de légitimité historique, aux Awled Jre-diya, « immigrés » originaires des villes voisines de Tozeur et Nefta. Les affrontements, au fusil et à l'arme blanche, avaient fait une vingtaine de morts. Une manipulation d'éléments de l'ancien régime déchu avait alors été évoquée par nombre d'habitants.

Sept ans plus tard, la situation s'est apaisée, mais les identifications communautaires demeurent. « *Le fait tribal est une vérité* », déplore Ezzedine Bacouri, tête d'une liste indépendante. Tous les candidats l'admettent mais relativisent son importance. « *Les habitants ont oublié les affrontements de 2011* », souligne Abderahman Shimi, tête de liste de Nidaa Tounès. « *Nous sommes obligés d'oublier car nous sommes voisins* », abonde Basset Hlayem, tête d'une liste indépendante.

A sa manière, la gravité du conflit de 2011 a vacciné Mélaoui contre le péril d'un tribalisme débridé. Mais dans les autres régions de la Tunisie intérieure, la crainte que des enjeux municipaux prennent une coloration tribale est réelle. « *Le fait tribal dans ces élections est ambigu*, analyse Hamza Meddeb, chercheur à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie). *D'un côté, il assure une représentativité démocratique des groupes sociaux. Mais de l'autre, il porte en germe le risque d'une conflictualité autour de la distribution des ressources, surtout en période de rareté.* » ■

FRÉDÉRIC BOBIN



voir s'ancre au niveau local, le chaînon qui manquait au « laboratoire tunisien ». Après les élections constitutives de 2011 et le double scrutin législatif et présidentiel de 2014, la Tunisie post-révolution va connaître sa quatrième consultation. « *On respire l'air de la liberté* », se félicite Sihem